

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

10 AU 16 JUIN 1993

N° 918

10,00 F

LE « SOCIAL » EN FRANCE

UN PLAN POUR L'EMPLOI CONTRE LES TRAVAILLEURS



EDITORIAL

« Immigration zéro »

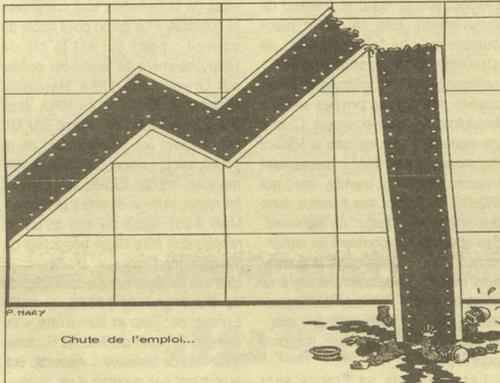
Cinq morts à Solingen, en Allemagne, le 29 mai dernier. Bilan dramatique de l'incendie criminel d'un logis turc. Résultat tragique de la politique menée par le gouvernement allemand depuis la réunification : mise à sac de l'Est, explosion du chômage, complaisance vis-à-vis des thèmes discriminatoires. Le gouvernement d'Helmut Kohl est au moins en partie responsable de la dérive extrême-droitière que connaît l'Allemagne. Il a préféré privilégier la « lutte contre l'immigration » plutôt que de revenir sur les modes d'exclusion sociale du capitalisme.

Mêmes causes et bientôt mêmes effets en France ? L'interview accordée au Monde le 2 juin dernier par Charles Pasqua, a, une fois de plus, de quoi nous inquiéter. « La France a été un pays d'immigration. Elle ne veut plus l'être ». Continue à donner des gages à l'extrême droite, Charlie, un jour ils passeront aux actes ! Code de la nationalité, « immigration zéro », limitation du regroupement familial, le programme du gouvernement est chargé. Notre réponse doit être à la hauteur de l'enjeu. Sur Paris, nous nous retrouverons pour manifester autour du 19 juin (des précisions dans notre prochain numéro). No pasaran, compañeros !

DEPUIS LE TEMPS que le RPR savait qu'il dirigerait le nouveau gouvernement il avait pu préparer un certain nombre de projets qu'il n'aurait qu'à déballer une fois aux affaires. Les mesures à prendre n'étant pas forcément populaires, il était même intéressant pour lui de pouvoir faire le plus vite possible afin qu'aucune mobilisation n'ait le temps de s'organiser contre lui. Pasqua l'a bien compris. Il n'en est pas de même pour le « problème de l'emploi ». Le sujet est casse-gueule ; ne pas pouvoir améliorer les statistiques du chômage risquerait d'expédier Chirac à la retraite dès le lendemain des prochaines présidentielles. L'affaire est sérieuse...

Une fois dans leurs fauteuils, Balladur et ses amis semblent trouver la situation plus grave encore qu'ils ne l'avaient estimée auparavant. Le « plan de redressement économique et social » pompidolien a très vite été retouché ; quant au plan pour l'emploi présenté par le ministre Giraud, il semble faire preuve à la fois de désillusion économique et d'opportunisme politique.

Les mesures présentées la semaine dernière révèlent l'incapacité du gouvernement à lutter contre le chômage de façon aussi radicale que la situation le réclame. Incapacité ou non-volonté ? Le nouveau plan emploi consiste d'une part à reprendre toutes les formules d'aides aux entreprises déjà employées — contrats d'orientation,



de qualification, d'apprentissage, d'adaptation, de retour à l'emploi, emploi-solidarité — en « arrosant » davantage ; et d'autre part, la « compensation salariale ».

La compensation salariale a de bonnes chances d'être une bonne affaire pour le patronat. Profitant de l'ambiance engendrée par la propagande sur le partage du travail, un certain nombre de patrons ont « suscité des référendums au sein de leurs entreprises » c'est-à-dire qu'ils ont soumis les employés au chantage suivant : vous acceptez telle diminution de salaire ou bien telle proportion d'entre vous sera licenciée dans les prochains mois. Balladur a fait son devoir : en promettant aux salariés une « compensation » il les encourage à accepter la diminution de leurs salaires.

Bien sûr, il s'agit d'éviter des licenciements : c'est le discours officiel. Nous savons tous à quel point les patrons sont altruistes, et il est bien évident que pas un seul ne profitera de l'occasion qui lui est offerte par l'Etat de réduire les salaires de 10 %. Il est tout aussi évident que Balladur n'ignore pas cela... A cette objection déjà formulée par certains journalistes, il a été répondu que l'autorisation administrative de licenciement — supprimée par la précédente cohabitation — pourrait être réinstaurée. Elle n'était dans la quasi totalité des cas qu'une simple formalité ; qu'en sera-t-il demain ? Cette mesure sera temporaire - ce qui suppose que la récession ne sera

que passagère - mais il est d'ores et déjà prévu que le travailleur ne retrouvera pas forcément son salaire précédent à l'issue de la période compensée (1). Il est même annoncé qu'en « cas de licenciement pendant la convention, ou six mois après celle-ci, les indemnités de

préavis de licenciement et de chômage seront calculées sur l'ancien salaire avant réduction (2) ». Rassurant, non ?

On peut donc s'attendre à ce que la conjoncture économique justifie une régression sociale sans précédent. Culpabilisant une bonne partie du patronat en claironnant que les transferts d'activités dans les pays à bas coût de main-d'œuvre sont destructeurs d'emplois comme s'il s'agissait là d'un phénomène tout récent, le gouvernement paraît manier la carotte et le bâton vis-à-vis du patronat. Le salarié de base est libre d'y croire ou pas ; en tout cas pour ce qui le concerne il n'y a pas de carotte... Quant au chômeur, il attend toujours.

Le Furet

(1) L'Etat prendrait à sa charge 50 % de la diminution de salaire.

(2) Henry Rouanet, chef de cabinet du ministère du Travail, cité par le Jour n° 56 du 3 juin.

**MOBILISATION
POUR LE DROIT D'ASILE**
Samedi 12 juin - 18 h
14, rue de Nanteuil, Paris 15^e
FÊTE DE SOUTIEN

(billets en vente à la librairie du Monde Libertaire)

ISRAËL - PALESTINE

Entre guerre et paix

Michel Warchawski est un journaliste israélien, fondateur du Centre d'informations alternatives, dans lequel coopèrent Palestiniens et Israéliens. En 1992, Christiane Passevant et Larry Portis avaient déjà eu l'occasion de le rencontrer pour le Monde libertaire. Les choses évoluant, le 6 mai dernier, Agnès Pavlowsky a récidivé. Ici, Michel Warchawski nous livre ses réflexions sur la situation au Moyen-Orient, et le mouvement de paix israélien et les négociations israélo-palestiniennes menées sous l'égide de l'ONU.

ML : Quel est le projet original et initial du centre ?

M.W. : Nous sommes une association, non un mouvement ou un parti politique, qui développe un travail

commun entre des Israéliens et des Palestiniens. A l'époque de sa création, en 1984, l'initiative était tout à fait nouvelle, dans le but de récolter et de diffuser une information qui ne passait pas : la réalité des territoires occupés, la répression, l'émergence de mouvements populaires, d'un mouvement de paix

**Développer la coopération
israélo-palestinienne**

en Israël... Il s'agissait de diffuser l'information auprès des deux communautés. En ce sens, le centre n'est pas politique. Mais derrière ce projet se dessinent des limites assez claires qui nous situent politiquement : nous souhaitons développer

la coopération israélo-palestinienne autour d'un concept de paix impliquant la coexistence, la convivialité au-delà de programmes politiques précis [...] Nous avons fait un effort important vers le public palestinien pour lui faire comprendre ce qui caractérise et limite le mouvement de paix en Israël. Par exemple, pourquoi celui-ci a-t-il pu soutenir les déportations et pourquoi il ne dénonce pas la fermeture des territoires occupés. Nous avons donné une explication un peu plus approfondie de ce que sont les obstacles structurels de la gauche israélienne [...].

Nous défendons un projet qui est l'antithèse de la position générale des forces pacifistes israéliennes, qui est : la paix pour pouvoir se

(suite p. 6)

« L'actualité
du mois en dessins »
avec Berth et Mary

P. 7

APPEL DU « 18 JOINT »

P. 5

T2137 - 918 - 10,00 F



FOP 2520

MANIPULATIONS

Danger... police !

AVEC LA DROITE, la police revient à la « une », sans pour autant l'avoir réellement quittée. L'affaire de l'attentat signé HB à Neuilly, prétexte de multiples interpellations et perquisitions en règle, nous amène inévitablement à rappeler le véritable rôle de la police. Le rappel nécessite aussi une analyse de ces forces de répression, qui, par moment, à force d'être secrètes et hyper-hiérarchisées peuvent échapper au pouvoir lui-même. Un véritable monde qui n'a pas grand-chose à envier au Big Brother de 1984. Mais pour résumer ce qui caractérise tout ce beau monde (gouvernement, police, armée, renseignements généraux, services secrets...), on peut citer une célèbre phrase de Charles Pasqua : « La démocratie s'arrête là où commence l'intérêt de l'Etat ».

Le terrorisme

L'affaire HB, citée ci-dessus, n'est pas sans rappeler l'affaire Black War. Dans un premier temps, on s'interroge sur le pourquoi et la provenance de telles actions. Puis, de voir l'arsenal répressif mis en place, suite à deux attentats sans aucun décès, et dont la signature paraît pour le moins floue, on s'apprête à imaginer le pire.

Précisons que le caractère de « terroriste » est prêté à ceux que l'on veut bien désigner comme tel. Sans soutien de tels procédés, les actions terroristes ont touché peu de personnes, comparées aux actions délibérées de l'Etat. Gaetano Manfredonia écrivait dans le n° 2 des *Ceillets rouges* : «...inversement, les

atrocités commises par l'Etat ne seront plus considérées comme des actes terroristes mais comme des actes de guerre. L'exemple le plus frappant de ce caractère élastique de la notion même de terrorisme nous aura sans doute été offert par l'Institut de polémologie lui-même, oubliant de recenser dans ses statistiques des actes terroristes de l'année 85 : l'attentat meurtrier du Rainbow Warrior. » On peut remonter aussi loin que l'on veut (en France, pendant la période des attentats de 86-87 ; en Allemagne et en Italie dans les années 70...), le terrorisme, dans les faits, est un auxiliaire fantastique pour l'Etat. Les tenants du pouvoir, économique et politique, l'ont vite compris et ont tiré d'immenses avantages de telles situations : installation d'un système répressif, prétexte pour réprimer certains milieux militants, fichages et perquisitions généralisées...

De l'intérêt tiré par l'Etat d'une telle situation au fait que l'Etat commande lui-même des actions terroristes, il n'y a qu'un pas que le pouvoir n'hésite pas à franchir. L'exemple le plus connu est l'attentat de la piazza Fontana à Milan, en 1969, suite à un long et profond mouvement social. Un attentat qui fit 17 morts et 88 blessés. La police orienta aussitôt son enquête vers les milieux communistes et anarchistes. La stupeur fut énorme, au point que le mouvement s'arrêta net. Le capitalisme italien était sauvé. Par la suite, une enquête menée par des journalistes et les milieux d'extrême gauche montra, en 1972, que tout n'était pas aussi simple, et qu'étaient liés à cet attentat à la fois des groupes fascistes, la Loge P. 2 (franco-maçon-

nerie) et le ministre de l'Intérieur.

D'autres exemples peuvent être cités, comme celui des squatts, en particulier ceux d'Amsterdam, à ce titre éloquent. Suite à un fort mouvement de contestation, avec les Provos, puis les Gnomes, et en parallèle avec une crise de l'immobilier, les mouvements de squatts s'intensifièrent dans les années 73-75, jusqu'à atteindre 500 à 600 maisons. Les affrontements avec la police furent alors nombreux. C'est en mars 1980 que l'émeute la plus importante eut lieu : trois jours de résistance avec l'érection de barricades. L'Etat envoya finalement des tanks pour détruire les barricades, sans pour autant oser entrer dans les maisons. Les squatters bénéficiaient d'un réel soutien de la population. La police, quant à elle, fut ridiculisée par l'aspect social, festif et théâtral du mouvement. Elle se rendit alors compte qu'il lui fallait changer de stratégie d'intervention. En 1981 commencèrent des infiltrations, furent créées des milices privées avec la bénédiction du gouvernement. C'est à ce moment-là que se créa le Militant Autonomus Front (MAF), mouvement inconnu de tout le monde, mais qui s'illustra en posant des bombes dans des offices municipaux de logement. Ces attentats provoquèrent un renversement de tendance dans la presse puis dans la population, malgré la désapprobation publique des squatters vis-à-vis du MAF. Voilà des attentats qui tombaient au bon moment pour le pouvoir...

Les exemples en France sont nombreux, comme avec les lois scélérates de 1894 et la manipulation de l'affaire Auguste Vaillant ou encore les lois anti-casseurs des années 70.

La répression au quotidien

Les actes d'éclat où l'Etat est acculé à utiliser de tels procédés ne doivent pas cacher un véritable travail de fourmi qui se fait au quotidien. Il faut connaître, infiltrer, manipuler l'ensemble des mouvements sociaux, politiques et culturels à partir du moment où ils peuvent remettre en cause l'ordre établi.

Les exemples sont nombreux. Le plus proche de nous est celui du *Libertaire*,

qui à l'origine fut financé par des fonds de la préfecture de police pour regrouper, infiltrer... les milieux anarchistes.

Les techniques de la police sont multiples. De la simple infiltration pour la collecte d'informations à la provocation au cours de manifestations extérieures... La collecte d'informations est un des premiers rôles des Renseignements généraux et se fait par des filatures, la lecture de journaux, des écoutes téléphoniques (notons à ce titre que depuis les dispositions qui ont été prises pour limiter ce genre de procédé, le service spécialisé des écoutes téléphoniques des RG n'a pas disparu et n'a pas subi de baisse d'effectifs). Les informations sont ensuite regroupées et remontent aux préfets puis au ministre de l'Intérieur. Le traitement et le regroupement de l'information sont complexes et constituent un grand point faible du pouvoir ; point qui est la clé de l'aboutissement de la société décrite par Orwell dans 1984. Marcellin, ministre de l'Intérieur en 1968, avait envisagé de créer un réseau SAFARI (regroupant les informations de la police, de la justice, de l'armée, des douanes, impôts, INSEE...). Le projet fut rejeté, suite à diverses pressions. Mais il est inutile de dire qu'un tel réseau doit faire rêver beaucoup de ministres de l'Intérieur. D'ailleurs, ils sont loin de rêver car avec les accords de Schengen de 1987 la « belle Europe pacifiste et humaniste » se dessine sur fond de flics, de douanes volantes, de barbelés... Accords, qui eux, n'ont pas eu droit à un référendum.

L'infiltration n'a pas comme seul but l'information. Elle peut aussi permettre de démanteler certaines organisations. Citons par exemple l'arrestation du général Salan, chef de l'OAS, réalisée en avril 1962 grâce, entre autres, à l'officier de police Jean-Marie Louvanceau devenu son collaborateur.

Les exactions, contrairement aux droits de l'homme, de la police sont nombreuses et pas forcément très étonnantes. Mais sont-elles toujours réalisées sur demande ou avec l'accord explicite du pouvoir ?

On apprend, par exemple, par René Monzat dans le livre *Enquête sur la droite extrême*, qu'au sujet de la mort d'un certain Pierre Bugny-Versini, contrairement à la version policière et journalistique officielle (il a sauté avec la bombe qu'il s'apprêtait à poser), d'autres versions courent. On apprend ainsi que Pierre Bugny-Versini, outre ses fréquentations avec des militants du FLNC, fréquentait aussi bien des membres du GIGN que de la DGSE. Mercenaire, comme beaucoup de militants d'extrême droite se trouvant liés à une quelconque branche paramilitaire, on lui reprochait de parler. C'est l'affaire du Rainbow Warrior qui aurait causé sa perte. Normalement, l'attentat aurait dû être réalisé par un groupe d'extrême droite, mais à force de trop parler... on se croirait en plein roman d'espionnage, et certains pourraient soulever le caractère quelque peu anecdotique d'une telle affaire. Sauf, qu'elle montre l'état de

tels services et qu'elle reflète une situation bien réelle. En 1986, dans le *Washington Times*, Jacques Chirac déclarait : « Nos services secrets sont sans valeur, et de surcroît infiltrés. » Mais, pour leur part, les Etats-Unis peuvent-ils être fiers de leurs propres histoires autour de la CIA, histoires telles que l'on peut réellement se demander pour qui joue la CIA ?

Les services de police des Etats dans l'Etat

Prenons un autre exemple, moins anecdotique, et qui a fait la « une » des journaux : celui des bavures à caractère raciste et sécuritaire. Les élections le démontrent, 30 à 50% des policiers sont membres de l'extrême droite ou pour le moins sympathisent. Le fait en lui-même n'est guère étonnant dans la mesure où une partie des idées de l'extrême droite se retrouve dans le fonctionnement de la police ou de l'armée : respect absolu de l'autorité, virilité, patriotisme...

Au lendemain de la formation du gouvernement Balladur, la vague de bavures à caractère raciste n'était certes pas commanditée par le nouveau chef de la police, Charles Pasqua, pourtant ancien responsable du Service d'action civique (service d'ordre gaulliste), mais provoquée par l'ambiance haineuse en cours chez les policiers d'extrême droite. Pour des raisons stratégiques, avant de réprimer, certains ont pensé qu'il était plus judicieux de créer des raisons de réprimer, d'où les débordements que constituent les bavures. L'ensemble des organismes répressifs n'est donc pas complètement contrôlé par l'Etat. Vu la complexité de leur rôle, avec des aspects qui doivent rester secrets, avec un double langage, avec d'inévitables infiltrations menées par divers milieux fascistes, vu le fonctionnement hiérarchique... un quelconque service peut rapidement s'avérer autonome. Des coups d'Etat sont montés. Et pour qu'il aient des chances d'aboutir, il se font largement à partir des organismes répressifs sus-nommés.

En résumé, des manipulations, indépendantes de la volonté du gouvernement, peuvent être plus nombreuses et plus sournoises que celle du coup d'Etat. Souvent, le phénomène est le suivant : les forces de l'ordre provoquent les mouvements de gauche ou d'extrême gauche (faux attentats, casseurs...) pour finalement provoquer une réaction d'extrême droite, qui leur paraît plus saine. C'est ce qu'on appelle la stratégie de la tension, qui apparaît à chaque émergence d'un mouvement social visant à rompre avec le capitalisme et l'ordre qu'il a instauré.

Théo Simon (Le Mans)

TOUJOURS DISPONIBLE
Cuvée « Fernand Pelloutier » (beautolais) : 30 F la bouteille — 180 F le carton de six (chèques à l'ordre des « Editions du Monde Libertaire »).
Plus de vente par correspondance.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

GALA DE SOUTIEN PARISIEN AUX MAL-LOGÉS

« ...un jour pour faire péter les bouchons ! »

SAMEDI 29 MAI, l'association Droit au Logement (DAL) s'installait au Trianon... l'autre, boulevard Rochechouart, dans le 18^e, pour son gala de soutien aux vingt-trois familles du 41, avenue René-Coty (Paris 14^e), et plus simplement aux mal-logés ou pas logés du tout. Participait à cette initiative la jeune association Sans Logis Solidarité (SDS).

Le 41, avenue René-Coty, c'est vingt-trois familles sans logis qui ont investi le 26 mars dernier un immeuble vide depuis trois ans, propriété de la Ville de Paris. Le tribunal a tranché. L'expulsion a été prononcée. Un délai a été accordé aux familles jusqu'au samedi 19 juin.

C'était une gageure, ce fut une réussite. 700 personnes, durant six heures non-stop, purent applaudir des artistes de toutes variations. Équilibristes, danseurs, musiciens de rue, mais aussi les Bratsch aux violons tziganes, Allain Leprest (plus brézien que Brel), les Nonnes Troppo (à voir vraiment), Font & Val, Sapho (éblouissante), Nougaur qui offrit, là, son seul concert en France cette année (et, à noter, créa une

chanson), Higelin qui fit chanter son fan club, Areski et la fragile, l'émouvante Brigitte Fontaine. Jean-Bernard Eyraud, dit Babar, responsable au DAL, interviendra pour expliquer leur action. Jean-Claude Amara (DAL) poussa aussi la chanson, mais surtout anima avec cœur et talent tout ce petit monde.

« Halte aux expulsions »

C'est tout à l'honneur du DAL d'avoir rassemblé sous affiche militante « Halte aux expulsions », la belle brochette d'artistes n'apparaissant qu'en bandeau en bas d'affiche, petits caractères et ordre alphabétique. (Cela méritait d'être souligné.)

Rappel, signé DAL : « L'association "Droit au logement" est née en novembre 1990 à Paris. A l'issue de l'occupation du square de la Réunion en 1990, des familles et des militants se sont regroupés en vue d'apporter des réponses à la demande croissante de familles et d'individus dispersés, isolés, sans logis ou vivant des conditions de logement insupportables et aspirant à vivre dans un logement adapté à leur vie de famille et à leurs

ressources. Il s'agit de soutenir dans leur action et d'informer de leurs droits les mal-logés et les sans-logis. Lieu de rencontre, l'association permet aux mal-logés et aux sans-logis de décider et d'organiser des actions collectives lorsque toutes les possibilités de dialogue ont été épuisées. »

Quelques chiffres : 60 000 mal-logés à Paris, plus de 200 000 en Ile-de-France. Recensement 1990 : 117 000 logements vacants à Paris (9% du parc immobilier), 300 000 sur l'ensemble de l'Ile-de-France (6%). 25% de ces logements appartiennent à une personne morale.

La part du DAL : 2 000 dossiers, 290 familles (environ 1 500 personnes) reléguées, pour la plupart des familles immigrées, 1 000 familles en instance d'expulsion...

Jean-Claude Amara, responsable au DAL, explique : « De fait, aujourd'hui le DAL est peut-être l'association qui bosse de la façon la plus concrète pour le droit des immigrés. Mais on ne peut pas se reconnaître comme une association qui lutte pour les travailleurs immigrés. Ce n'est pas notre but. Nous, on lutte pour le droit au toit. Il se trouve que ce sont les immigrés qui

ont le mieux cette faculté de s'organiser. » Et il ajoute : « Lorsqu'il y a des expulsions ciblant des familles françaises, les bureaux d'aide sociale, les caritatifs (Secours catholique, A.T.D., Secours populaire...) arrivent à trouver des solutions de logement... mais ceux qui restent... nous, on est au bout de la route, le cul de sac. »

Les pouvoirs publics ont tout à craindre du DAL. « Ils ne savent pas d'où on vient. Ils nous ont foutu des tas de casseroles au cul pour essayer de nous racrocher à un wagon, émanation de ceci, de cela... Ça explique qu'on veuille notre autonomie financière. On ne bouffe pas dans les subventions. Quand les pouvoirs publics voient que le DAL a 30 immeubles sur Paris qui sont en lutte et qui sont organisés, ils savent qu'en en touchant un, les autres sont là. »

Une activité pragmatique

Le but est clair : « Tu n'as pas de toit, tu n'as pas de bail, tu n'as pas de clé, eh bien il faut que tu aies un toit, un bail, une clé. »

On l'aura compris, son activité est pragmatique. Et c'est sa force. Sa

lutte, il l'appuie sur les réseaux associatifs mais surtout, il compte développer la solidarité entre les exclus pour « un jour, faire péter le bouchon ».

Et s'il ne participe pas à toutes les manifs de protestation, c'est tout simplement parce que le DAL est en protestation permanente. Son agitation est constante. Son parcours n'est pas balisé par les trottoirs historiques mais par les défilés incessants, par les confrontations avec les appareils d'Etat aux cols blancs, aux cols d'hermine et, toujours fidèles, avec les cars de flics qui ne demandent qu'à offrir leurs... sévices.

Son parcours ne s'appelle pas Bastille-Nation mais Aubervilliers, Noisy-le-Grand, Gennevilliers, rue des Sorins, La Courneuve, rue de la Mare, avenue René-Coty...

Notre parcours pourrait peut-être bien se déplacer jusqu'au 41, le 19 juin.

Thierry d'A.
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

N.B. : Droit Au Logement (DAL) et Sans Logis Solidarité (SLS), 5, rue Keller, 75011 Paris. Tél. : 40.21.83.81.

VALLÉE D'ASPE

Eric Pétetin de nouveau incarcéré

Le rassemblement du dimanche 30 mai sur le site du tunnel du Somport a rassemblé plus d'une centaine de manifestants déterminés.

Suite à l'interdiction par la gendarmerie de pénétrer sur le chantier, illégal, les manifestants décidèrent d'en arracher le grillage... Ce n'est que la fin de la manifestation et sa dispersion qui décida de la charge policière, hors du chantier. Eric Pétetin et Pierre Gérard sont arrêtés avec une violence caractéristique qui se répétera le lendemain, lundi, au Palais de justice de Pau, cette fois par les CRS, qui chargeront la manifestation organisée en solidarité. Quatre opposants sont interpellés, et l'un d'eux « mis en examen ». Le mardi 1^{er} juin eut lieu leur procès. Le Procureur de la République, alias le Pouvoir décidé à imposer par sa propagande ses projets en vallée d'Aspe, requiert la prison ferme (dont trois mois pour Eric Pétetin) et finalement « accorde » deux mois avec sursis plus amendes... et un mois ferme à Eric Pétetin.

Mais, victimes expiatoires, répression, mascarade judiciaire n'empêcheront pas la solidarité : les opposants au tunnel du Somport appellent à une manifestation devant la prison de Pau, chaque samedi à 14 h, pour exiger la libération d'Eric Pétetin (bien qu'il ait été, depuis, transféré en Dordogne) et réaffirmer la volonté de continuer la lutte jusqu'à l'abandon des projets destructeurs de la nature et de la vie en vallée d'Aspe et d'ailleurs.

S.D.

PROCÈS DES INculpÉS DE « SOLIDARITÉ 18^e »

Justice fantoche

Du 26 mai au 4 juin eurent lieu les procès des personnes arrêtées lors des manifestations d'avril dernier dans le 18^e arrondissement parisien, inculpées d'agressions des forces de l'ordre et parfois de rébellion, et rassemblées au sein de « Solidarité 18^e ». Plaidoyers des avocats, exhibitions de photos de presse prouvant des faux témoignages policiers, rien n'y fit... le procureur et la présidence n'hésitant pas à rejeter les pièces de la défense sans raison et même à voler au secours des témoins flics pour préserver la cohérence de leurs témoignages ! Procès pour la forme donc, verdicts déjà fixés selon toute vraisemblance : 2 mois avec sursis pour tout le monde plus, suivant les cas, 2000 F d'amende ou 500 F de dommages et intérêts, plus 500 F de frais de justice quand une partie civile était constituée.

Nous vous livrons le témoignage de Thomas Darnalle, musicien de la Mano Negra, arrêté le 8 avril alors qu'il se rendait au local du groupe. Il passait en procès le 4 juin, accusé d'avoir lancé... une pile sur un flic, ce qui aurait causé un hématome à l'avant-bras du nervi ! Pile, de toute évidence, qu'ils auraient trouvée dans la poche de Thomas. Kafkaiën !

ML : Tu as été arrêté le jeudi 8 avril vers 23 heures, alors que la manif était terminée. Dans quelles circonstances ?

Thomas : On a un local dans la rue Francœur. On devait passer devant la mairie du 18^e, bloquée par les CRS. On a fait un détour par la rue Ordener. Là, une bande de skins, les flics en civils, se pointent. L'un d'eux me désigne, prétendant que je lui avais balancé des tomates dans l'après-midi. Ils se sont jetés sur moi, m'ont foutu à terre et roué de coups. Je n'osais même plus protéger mes couilles de peur qu'ils s'acharnent dessus. Ils m'ont éclaté l'arcade et écrasé un doigt avec leurs matraques et m'ont porté menotté jusqu'au commissariat de la mairie, en prenant plaisir à me laisser tomber plusieurs fois et à me relever à coups de pieds.

ML : Quelle ambiance au commissariat ?

Thomas : Hyper tendue. Ils nous toisaient, nous filaient de temps en temps de grandes claques, nous insultaient et nous menaçaient : « On va te passer à la gégène. Collabo, tu lâches le cul des negros ! » C'est là-bas que j'ai vraiment flippé. J'ai dû attendre deux heures avant d'être conduit à l'hôpital. Je suis revenu pour finir ma garde à vue, à la Goutte-d'Or. J'ai été retenu une vingtaine d'heures. C'est plus tard, devant le procureur, que j'ai appris qu'ils m'accusaient d'avoir balancé cette pile.

ML : Ce qui est faux...
Thomas : Bien sûr : ils l'ont trouvé dans ma poche. Même le procès verbal de mon premier interrogatoire faisait état de cette pile « trouvée en ma possession ». Mon avocat a démonté les témoignages des flics à l'audience. Ça n'a apparemment servi

à rien. Pour ces affaires de manifs, ils se sont bien gardé de regrouper les cas. Mais ils ont donné les mêmes peines, de principe, à tout le monde.

ML : Tu fais appel ?

Thomas : Oui. Nous avons tout de même marqué des points importants à l'audience, le président refusant de produire les scellés, notamment la pile. De plus, j'ai porté plainte contre les violences des flics. Je dois rencontrer le procureur le 15 juin pour une première entrevue.

ML : Tes impressions sur la police et la justice ?

Thomas : Avec l'arrivée de Pasqua, ils se sont déchaînés. Pas seulement dans les manifs. Ça avait commencé avec le « nettoyage » de la rue Myrha, à la Goutte-d'Or, les rafles, les « bavures ». La rue Myrha, c'est les chiottes de l'héroïne, là où on en finit avec elle. Si on veut y faire quelque-chose, c'est pas en paradant comme ils l'ont fait rue Myrha. Ça a juste fait chier les gens. Les jours suivants, j'avais vraiment



les boules de repasser là où je me suis fait lasser. Les flics, pendant la garde à vue, développaient une espèce de phobie du complot, de « l'anti-France », raciste. S'il y a du braquage dans le 18^e, c'est social, pas une question d'Arabes ou autre : pas de thune, pas de boulot... Maintenant, les gosses sont à bloc. Ils ont la haine, créée par la répression, par les flics, bref par « Babylone ».

Propos recueillis par Bertrand Dekoninck (gr. Louise-Michel - Paris)

La FA et les anarchistes sur Bordeaux

MONTAIGNE, LA BOËTIE, des libertaires avant l'heure ? Peut-être ! Toujours est-il que le mouvement libertaire est présent sur Bordeaux dès le début du siècle avec Sébastien Faure, notamment dans le cadre de conférences.

En 1954, le groupe de Bordeaux fait partie de ceux qui relancent la Fédération anarchiste, après une crise. Et on ne peut alors parler de Bordeaux sans parler des frères Lapeyre, Aristide et Paul. Tous deux s'engagent entre mille autres choses dans des campagnes en faveur de l'avortement et de la contraception (vasectomie notamment). Il est à signaler aussi la présence des camarades espagnols en exil après la répression de 1936. Le mouvement anarchiste est aussi très présent durant les événements de mai 1968. Aujourd'hui, on peut dire que la FA et les anarchistes sont plutôt présents sur le centre-ville. La FA possède un local (le 7, rue du Muguet), qui est partagé par deux groupes, le groupe Emma-Goldman et le groupe Sébastien-Faure. L'existence d'un local est importante. Ce local permet l'autonomie de réunion, la tenue de meetings, d'expositions, et la possibilité de multiples activités. A noter que Bordeaux possède de nombreuses archives, anciennes et plus récentes, que la rénovation complète du local permettra de mieux mettre en valeur.

Le groupe Sébastien-Faure, outre le tirage du Bulletin intérieur de la FA, assure la gestion des archives

les plus anciennes et s'est particulièrement investi dans la rénovation dudit local.

Le groupe Emma-Goldman travaille à la propagation des idées anarchistes, en participant aux campagnes de la Fédération anarchiste, aux meetings... Il contribue aussi à la rénovation du local et à la gestion de l'Athénée libertaire. Le groupe est aussi investi sur pas mal de terrains de lutte : antifascisme, antiracisme, radio, droits des femmes, syndicalisme, prisons, solidarité avec l'Amérique latine...

Le droit d'asile — Bordeaux compte des communautés turque et kurde de plusieurs centaines de personnes. En 1991, ceux-ci, devant la politique de restriction en matière de droit d'asile, prennent l'initiative de faire la grève de la faim. Celle-ci durera 53 jours. Le mouvement s'étend très rapidement (en totalité, 50 grèves sur toute la France). Malgré la victoire pour les premiers grévistes, la politique sur le droit d'asile continue à régresser et les refus du statut de réfugié sont de plus en plus massifs.

Cette lutte exemplaire amènera à Bordeaux, de part la gravité des faits, un travail commun de multiples associations et organisations au sein d'un comité de soutien qui poursuivra ses activités pendant environ une année, dans les locaux de l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI).

Il exista d'autres communautés concernées par les problèmes de

droit d'asile. Principalement la communauté africaine. On peut noter, à ce sujet, l'arrivée récente d'Algériens, suite aux événements qui entourent la montée du Front islamique du Salut (FIS). Ceci dit, dans un contexte politique anti-immigrés, le droit d'asile tend de plus en plus à disparaître. Les refus et les expulsions se multiplient tragiquement.

L'antiracisme et soutien aux immigrés — Ce terrain nous paraît aujourd'hui prioritaire. La FA continuera de soutenir les immigrés et s'opposera à toutes les expulsions, à tous les arbitrages.

Nous avons manifesté au côté de l'ASTI, notamment contre la réforme du code de la nationalité. Mais beaucoup reste à faire.

Le droit d'asile version basque — L'arrestation de notre camarade Giuliano Cavaterra, accusé d'avoir peut-être hébergé un militant politique basque, nous a beaucoup mobilisés. Finalement relâché, comme la centaine d'autres inculpés dans son cas, Giuliano attend toujours son procès.

Le Mouvement du ras-le-bol — Le MRLB en a marre de l'inertie et de la division. Il met tout d'abord sur papier sa plate-forme : ce que nous voulons au minimum (dans laquelle les militants et les moins militants peuvent s'impliquer). En 1992, le MRLB s'attaque au problème du logement. Il occupe pendant plus

d'un mois la flèche Saint-Michel et dort dehors avec les sans-domicile-fixe (SDF).

2 500 sans-abri, des milliers de mal-logés, 24 000 logements vides... la situation bordelaise est à l'image de la France : une société à deux vitesses. Le MRLB compte plusieurs groupes de quartier et s'oppose aujourd'hui aux expulsions. Des libertaires y sont présents.

L'antifascisme — La FA participe au Collectif antifasciste (CAF). Le collectif a pris de nombreuses initiatives contre l'extrême droite, seul ou avec d'autres associations et organisations. Le Collectif antifasciste réagit systématiquement pour dénoncer toutes les actions de l'extrême droite sur Bordeaux. Le CAF a des liens avec les associations Réflex et Ras-l'Front.

Collectif pour le droit à l'avortement et à la contraception — La FA participe à ce collectif qui compte 23 associations et organisations. Il y a eu trois attaques de commandos anti-IVG sur Bordeaux. Deux à l'hôpital Saint-André et une à la clinique Bagatelle. Un procès de membres d'un commando doit avoir lieu le 29 juin 1993 à Bordeaux. La plupart des parties civiles ont été refusées par le tribunal. Il est à noter que, sur la ville, le Planning familial a du mal à continuer ses activités.

Solidarité avec l'Amérique latine — La FA travaille depuis longtemps à des projets de solidarité avec

l'Amérique latine au côté du Comité Salvador-Amérique centrale. Notre camarade Daniel Noël, qui a participé au mouvement sandiniste au Nicaragua, nous a beaucoup sensibilisés aux problèmes rencontrés là-bas. En 1992, nous nous sommes mobilisés lors de la campagne « 500 ans de résistance indienne, noire et populaire » avec le Comité Salvador et la *Voce del nuevo mundo*, une association latino-américaine qui anime une émission sur la radio La Clé des Ondes.

Le collectif continue tranquillement, et travaille avec le Collectif Guatemala et les Comités Nicaragua et Salvador de Paris. Le collectif « 500 ans... » a des projets de solidarité qui lui sont propres, notamment avec le Brésil.

La Clé des Ondes — C'est la seule radio associative et militante qui reste sur Bordeaux. La FA participe à plusieurs émissions : « On a fait ! », « Prisons », « Kolkhose » (infos).

L'écologie — A Bordeaux, on est confronté au problème du métro, imposé à la communauté urbaine (mais oui, mon gars, tu l'auras ton nom sur la plaque de la station !).

Pas très loin, dans le Béarn, il y a le problème du percement en vallée d'Aspe du tunnel du Somport.

Les Verts, quant à eux, on ne les voit pas trop sur le terrain.

Patrick Aguilar
(gr. Emma-Goldman)

LABEL

« On a faim ! »

« On a faim ! - Bordeaux » est une des quatre sections de OAF (Rouen, Poitiers, Lyon). Cette section existe depuis 1985 autour d'une émission de radio sur La Clé des Ondes (90.1), qui se déroule le vendredi de 21 h à 23 h.

Peu à peu, OAF-Bordeaux, qui a participé de près ou de loin à tous les moments cruciaux du rock alternatif, s'est étoffé.

OAF-Bordeaux a commencé par participer à l'organisation de concerts : les Béruriers, les Ludwig, les ND, les Dirty, les Déserteurs, les Beurk's Band, les Pleum... Puis, progressivement, des jeunes de la « génération Bérus » sont venus se joindre à OAF avec un zine, *Goorgh*, et avec la création d'un festival contre le génocide indien. De ce travail en commun est née une association qui compte aujourd'hui une vingtaine de membres et qui s'est

installée, tout naturellement, rue du Muguet, avec des permanences le mercredi et le samedi de 14 h 30 à 18 h.

Dans ce local, l'équipe de OAF s'est intégrée complètement à l'Athénée libertaire en créant une véritable dynamique ; tout d'abord par la distribution des productions alternatives : disques, CD, K7, zines, journaux, revues, badges, autocollants, tee-shirts... Et tout cela pour pas cher ! Mais aussi en essayant de transformer le local en un véritable lieu de rencontres, de débats et d'échanges... en y passant des vidéos et en y organisant, tous les mois, des concerts gratuits (déjà huit groupes y sont passés).

Grâce à ces vidéos et à ces concerts, OAF essaie de toucher tous les milieux (hard-rock, trash, rap, rock, reggae...), afin de casser les cloisonnements et les isole-

ments, qui ont été mortels pour le rock alternatif en France.

« On a faim ! » est toujours resté dans la plus « pure » tradition du rock radical, et reste toujours farouchement attaché à tout un tas de valeurs : au niveau musical, « On a faim ! » tient aux prix bas pour les disques et les boissons, et à la gratuité des concerts ; au niveau structurel, « On a faim ! » est pour l'autogestion, les décisions collectives... ; au niveau éthique, « On a faim ! » se définit comme antiraciste, antifasciste, antimachiste, antigalère, anticapitaliste... et le pire c'est que ça marche ! (pas autant que nous le voudrions, mais ça marche). Et déjà une mouvance s'installe autour de OAF et du local, ce qui nous laisse présager des lendemains qui... rockent !

Fernando Bronchal
(gr. Emma-Goldman)

Contacts libertaires sur Bordeaux

- La Fédération anarchiste : 7, rue du Muguet.
- L'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet. Association de la FA, dans le local. L'Athénée libertaire s'occupe de ce qui est culturel et politique (librairie, archives, vidéos-débats). C'est dans son cadre que s'intègrent les activités de « On a faim ! », théâtre...
- Les permanences de la FA et de l'Athénée libertaire se font le mercredi et samedi de 15 h à 17 h.
- « On a faim ! » (cf. article ci-contre), association localisée au 7, rue du Muguet (concerts, zines, disques...) et sur La Clé des Ondes (90.1).
- L'Organisation communiste libertaire (OCL), 10, rue Sanche-de-Pommiers.
- La Confédération nationale du travail (CNT), 34, rue Lalande.
- La librairie L'En-Dehors, 6, rue Saint-François. C'est une librairie associative (une expérience autogestionnaire) qui constitue un lieu de contacts et de rencontres depuis une bonne dizaine d'années.
- L'école Jacques-Prévert, seconde expérience autogestionnaire.

MOBILISATION

Appel du « 18 Joint »

Comme vous avez pu le lire dans le n° 911 du *Monde libertaire*, un appel du « 18 Joint » est en circulation. Et c'est déjà par milliers que les signatures reviennent sur Paris. Parmi les signataires, citons Yannick Noah, Jean-Paul Goude, le professeur Choron, le Procureur de la République Georges Apap, le dessinateur Loup, Jad Wio... la liste est longue. Par contre toujours pas de nouvelles de Bernard Kouchner, de Gérard Depardieu ou d'Isabelle Hupert, qui avaient signé le premier appel en 1976. Cette année-là, quelques journalistes de *Libération* avaient lancé un appel du « 18 Joint », texte qui demandait la dépénalisation de l'usage, de la vente et de la production du cannabis. Dix-sept ans plus tard, rien n'a évolué. Aujourd'hui, sous la droite, comme hier sous la gauche, la drogue et le cannabis, entre autres, sont les ennemis publics n° 1. Alors ce que veut affirmer le Collectif d'Informations et de réflexions cannabiques (CIRC) avec ce nouvel appel du « 18 Joint » : « *C'est le refus d'être associé à des délinquants. Nous refusons d'avoir peur, et nous sommes toujours plus nombreux à vouloir en finir avec une législation qui plétine les droits de l'homme, de plus en plus nombreux à revendiquer notre désir d'user du cannabis dans des conditions décentes* ». Alors, n'hésitez pas à signer l'appel et voir tout ce qui se fait un peu partout en France le 18 juin 1993.

Régis Balry (Le Mans)

Cigarettes, pastis, aspirine, café, gros rouge, calmants font partie de notre vie quotidienne. En revanche, un simple joint de cannabis (sous ses différentes formes : marijuana, haschisch, kif, huile) peut vous conduire en prison ou chez un psychiatre.

Des dizaines de documents officiels (notamment les rapports La Guardia aux Etats-Unis, Wootton en Grande-Bretagne, Le Dain au Canada) ont démontré que le cannabis n'engendre aucune dépendance physique, contrairement aux drogues dites « dures », telles que l'héroïne, mais aussi au tabac ou à l'alcool, et n'a aucun effet nocif comparable (« *Pas même une bronchite, sauf chez les grands fumeurs* », a écrit aux Etats-Unis le directeur de l'Institut national contre l'abus des drogues). Le contenu de ces documents n'a jamais été porté à la connaissance du public français ; on a préféré laisser la grande presse mener des campagnes d'intoxication fondées sur des mensonges ineptes.

Dans de nombreux pays, déjà : Etats-Unis, Pays-Bas, Canada... la législation sur le cannabis a été considérablement adoucie. En France, on continue d'entretenir la confusion entre drogues dures et drogues douces, gros trafiquants, petits intermédiaires et simples usagers. Cela permet de maintenir et de renforcer une répression de plus en plus lourde ; depuis 1969, la police peut perquisitionner chez n'importe qui, sans mandat, à toute heure du jour et de la nuit, sous prétexte de drogue. Cela permet des arrestations massives de jeunes et des quadrillages policiers. Cela sert à justifier la détention de centaines de personnes, petits revendeurs ou fumeurs de cannabis, quand tout le monde sait que des gros bonnets de l'héroïne sont en liberté. Ces emprisonnements, bien sûr, sont sélectifs et frappent en priorité la jeunesse, surtout la jeunesse ouvrière et les immigrés, particulièrement dans les régions.

Or, des milliers et des milliers de personnes fument du cannabis aujourd'hui en France, dans les journaux, les lycées, les facultés, les bureaux, les usines, les ministères, les casernes, les concerts, les congrès politiques, chez elles, dans la rue. Tout le monde le sait. C'est pour lever ce silence hypocrite que nous déclarons publiquement avoir déjà fumé du cannabis en diverses occasions et avoir, éventuellement, l'intention de récidiver. Nous considérons comme inadmissible toute forme de répression individuelle, soumise à l'arbitraire policier, et entendons soutenir activement tous ceux qui en seraient victimes. Nous demandons que soient prises les mesures suivantes : dépénalisation totale du cannabis, de son usage, sa possession, sa culture (autoproduction) ou son introduction sur le territoire français en quantités de consommation courante ; ouverture de centres d'information sur les substances psychotropes, en ordre alphabétique, alcool, cannabis, cocaïne, héroïne, LSD, médicaments, tabac...

Ce texte n'est pas un appel à la consommation. Il vise seulement à mettre fin à une situation absurde.

CIRC

A signer et à envoyer au CIRC (spécial 18 juin), 118-130, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris cedex 19.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

La fête autour du « 18 Joint »

PARIS — Concert avec Jad Wio, Les Naufragés, Beurk's Band Possee, Les Coquines, Joe Hell, Didier Malherbe, Human Spirit... le 18 juin, à 20 h, au Palais des Congrès des Essellères, 3 bd Chastenay-de-Géry, rond-point de l'Appel 18 Juin (M° Kremlin-Bicêtre - bus 131, arrêt Ambroise-Croizat), Villejuif. Réservation à l'AJIC, 118-130, avenue Jean-Jaurès, 75169 Paris cedex 19 (chèque à l'ordre de l'AJIC) ou à la librairie du Monde Libertaire. Soutien : 50 F (adhérents CIRC : 30 F). Soutien + adhésion au CIRC : 80 F.

TOULOUSE — Le même jour, concert organisé par Radio Ephémère dans ses locaux.

LE MANS — Rassemblement 18 juin, 18 h, place de la République; sur le thème : « Sauvons l'agriculture, cultivons le chanvre ».

Radio Libertaire 14 - 27 juin

« Cannabis : ouvrons le débat »

A l'occasion de la Journée internationale d'information sur le cannabis, le 18 juin, Radio Libertaire (89.4) réalise du 14 au 27 juin deux semaines d'information sur le cannabis en élargissant le débat aux drogues sous tous leurs aspects : économique, politique, social, culturel, humoristique, médical, international, sanitaire... Plus de 80 heures d'antenne seront consacrées à ce sujet sous forme d'informations, de réflexions, de débats, d'interviews, de témoignages, de lectures, de musiques...

Radio Libertaire donnera la parole à de nombreuses personnalités venues du monde entier. RL donnera aussi et surtout l'occasion de s'exprimer à ceux qui n'osent pas le faire à visage découvert de peur d'être exclus ou d'avoir des problèmes avec la justice, et aux auditeurs, afin d'ouvrir un vrai débat populaire sur ce sujet.

Radio Libertaire retransmettra en direct du Trianon le colloque international d'information sur le cannabis du 18 juin, organisé par le CIRC et les éditions du Lézard. RL retransmettra en différé le concert du 18 juin, le vendredi 25 juin à 22 h 30 dans l'émission « Rock Kontakt ».

Grille de Radio Libertaire — première semaine d'info sur le cannabis

Dimanche 13 juin

18 h - 20 h : « Hors jeux », l'expression des jeunes de banlieue : La faim des drogues douces (intervention en direct des auditeurs).

Lundi 14 juin

10 h 30 - 12 h : présentation de la semaine et musique sur le thème du cannabis et autres drogues.

14 h - 15 h : « Alternative », rock alternatif et interviews de groupes sur le thème du cannabis.

22 h - 30 - 0 h 30 : « De la pente du carmel, la vue est magnifique » reçoit le CIRC et les rédacteurs de Double zéro. News cannabiques dans la chronique OSB.

Mardi 15 juin

12 h 30 - 14 h 30 : « Wreck this Mess », rock radical USA reçoit Michel Maffesoli, sociologue, auteur du livre *Du temps des tributs* et signataire de l'appel du « 18 Joint ».

14 h 30 - 16 h : « Histoires courtes » : lecture de passages de *Fumée clandestine* de J.-P. Galland.

19 h 30 - 20 h 30 : « Paroles d'associations » reçoit le CIRC, qui présentera la Journée internationale d'information sur le cannabis qui aura lieu le 18 juin. « Paroles d'associations » reçoit aussi des médecins spécialisés dans le domaine de la drogue pour parler des vrais dangers de l'utilisation du cannabis et commenter les informations officielles sur le cannabis (plaquettes, spots TV...).

Mercredi 16 juin

8 h 30 - 9 h 30 : musique sur le thème du cannabis et autres drogues.

12 h - 16 h 30 : « Le Manège », table ronde avec des invités surprise autour de l'hypocrisie et l'absurdité de la situation actuelle. Rubriques : « Michel le jardinier » et « Cuisine et épices ».

Programme de la Journée internationale d'information sur le cannabis 18 juin 1993

Le Trianon, 80, boulevard Rochechouart (M° Anvers), 78018 PARIS

— 9 h 30 : Introduction à la journée par Jean-Pierre Galland.

— 9 h 45 : « Engagement international contre la prohibition », la contestation de la prohibition s'organise à l'échelle internationale. Venus d'une dizaine de pays, des représentants d'organisations font le point sur l'état de la mobilisation.

— 11 h 45 : « Prohibition, justice, et droits de l'homme », avec G. Apap (procureur), F. Caballero (avocat), P. Vasseur (municipalité d'Amsterdam), J.-L. Bennhamias (conseiller régional Vert), J.-P. Galland (CIRC), Allen Saint-Pierre (NORML).

— 13 h 30 : lunch.

— 14 h 30 : « Prohibition et santé publique », avec L. Schwartzberg, M. Valleur, E. Fromberg, M. Roelandt, J. Marks.

— 16 h : « Prohibition, économie, écologie », avec J. Herer (écrivain), B. Dronkers, Michka, A. Saint-Pierre, S. Goujon, C.-H. de Choiseul-Praslin.

— 17 h 30 : « Politique, société, mœurs et culture », avec O. Ralet, A. Coppel, M. Xiberras (sous réserve), G. Châtelet, P. Vasseur, W. Schneider, E. Fromberg, M. Pelletier, T. Mendon, A. Krivine (sous réserve), D. Bensaid (sous réserve), J.-P. Galland...

Associations

SOIRÉES CABARET CNT (RAPPEL)

La section CNT du syndicat Communication, Culture et Spectacle de la région parisienne organise un gala de soutien à la section SPES les 11 et 12 juin, à 20 h, au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. Au programme : théâtre, chansons françaises, opéra, buffet et bar. Tous les bénéfices de ces deux soirées iront soutenir les compagnons de la SPES en lutte.

« PIQUE-NIQUE DE L'AMITIÉ »

LE 20 JUIN A CHOISY-LE-ROI (RAPPEL)

L'association « Les Amis de Louise-Michel » du Val-de-Marne, avec le concours du groupe Étoile Noire (FA) et du Syndicat intercorporatif de Choisy-le-Roi (CNT 94), vous invite à participer au « Pique-nique de l'amitié » le dimanche 20 juin, dans le parc de Choisy-le-Roi (250 hectares ombragés en bordure d'une immense pièce d'eau). Lieu du pique-nique : à 500 mètres de la

station SNCF de Villeneuve-Prairie à proximité du carrefour Pompadour.

Accès SNCF : train au départ de la gare de Lyon (pour la banlieue, prenez la gare souterraine). Départ d'un train toutes les demi-heures (9 h 21, 9 h 51...), direction Villeneuve-Saint-Georges. Descendre à Villeneuve-Prairie.

Accès routier : porte de Choisy, N. 305 jusqu'au centre de Choisy-le-Roi. Prendre à gauche par la N. 186. Traverser la Seine. A 1 500 mètres à droite, puis à 50 mètres avant le carrefour Pompadour et suivre le chemin des Bœufs. Parking avant et après la gare SNCF.

On vous attend avec votre bonne humeur, votre casse-croûte, vos tables de presse (sur l'herbe), vos guitares...

« Les Amis de Louise-Michel » c/o Yves Peyraut, 5, rue Lénine, 94200 Ivry-sur-Seine.

Israël - Palestine entre guerre et paix

(suite de la « une »)

séparer. La séparation n'est pas pour nous un idéal, même si elle peut être nécessaire. Les campagnes menées par le Meretz ou le PC (quand il existait) réclamant la paix « pour qu'ils nous foutent la paix », qu'ils aient leur propre Etat, sont absolument contraires à notre éthique. Nous ne pensons pas que les Arabes soient, par définition, nos ennemis.

ML : *Qu'en est-il, cinq ans après, de l'espoir suscité par l'Intifada dans la population palestinienne ?*

M. W. : Le fait même que le gouvernement israélien négocie est l'expression d'une reconnaissance obtenue grâce à la mobilisation. En 88-89, la population pensait que le rapport de force pourrait imposer un retrait relativement rapide des Israéliens. La situation actuelle reste provisoire : les négociations de Washington sur une administration autonome peuvent être une transition vers l'autodétermination des territoires comme une autre manière de gérer leur occupation. [...] La dynamique initiale de l'Intifada autour des comités locaux a changé : ceux-ci n'existent plus mais nous trouvons un travail de base des organisations, des fractions des comités de femmes avec des regroupements locaux. La structuration des comités de quartiers, qu'on a un peu égarée, pouvait se révéler importante. La répression de 1988-89 a coupé leur élan. Pourtant, l'essentiel, c'est cette nouvelle conscience sociale qui s'est développée, la solidarité, l'organisation spontanée lors d'un couvre-feu.

ML : *Le soulèvement a évolué dans ses méthodes. Les groupes paramilitaires recourent-ils un choix stratégique ou une réponse à la violence militaire ?*

M. W. : Le terme de groupes paramilitaires est tout à fait juste. Je ne pense pas que les Palestiniens aient envisagé l'Intifada, les pierres et les couteaux, comme le moyen de libérer la Palestine. En 1989, un avocat de Gaza, Raji al Sourani, affirmait que les Palestiniens n'avaient pas l'ambition de libérer

le pays avec des pierres. C'était un appel à l'opinion publique israélienne destiné à obliger à négocier en remettant en question le statu quo. De même pour la lutte armée : sans que ce soit un choix stratégique, des militants, des fractions qui n'avaient jamais renoncé à ce moyen, ont repris le dessus. Comme le soulignent de nombreux experts israéliens, c'est la première fois depuis la grande répression de Gaza en 68-71 que l'action des commandos armés a un tel appui populaire, non seulement de la

Plus de morts que d'arrestations

sympathie mais aussi une aide logistique. Le pays est en état de soulèvement. En 1988, les gens auraient dit : « Vous nous ennuyez. Nous sommes plus efficaces avec nos manifestations de masse. Vous falsifiez le sens de l'Intifada. » Avec l'accumulation des déceptions, des colères, avec le gouvernement du Likoud et surtout le gouvernement travailliste, il en est tout autrement. La répression a obligé les militants à s'organiser clandestinement, très souvent de manière autonome. Des dirigeants qui ne menaient pas de lutte armée ont été très souvent poussés à prendre la voie de l'organisation clandestine pour se défendre face aux commandos de tueurs israéliens.

ML : *Ces commandos, qui sont-ils ?*

M. W. : Ce sont deux unités connues depuis au moins 1991. Reconnues et mises en valeur par les autorités dans le but de lutter contre le noyau dur de la résistance, elles agissent par tous les moyens possibles. Elles sont dispensées des règles minimum, pourtant elles-mêmes réduites à moins que rien. Ceci explique qu'ils aient plus de morts à leur actif que d'arrestations. Ils tuent à vue, parfois déguisés en Palestiniens, souvent d'une dizaine de balles à bout portant. Certains ont été tués alors qu'ils étaient arrêtés et neutralisés.

ML : *Hamas, groupe fondamentaliste, est en progression. Pourquoi ?*

M. W. : Il ne faut pas trop exagérer son poids. En fait, le rapport de force entre lui et l'OLP est très fluide, au gré de la politique suivie par la direction de l'OLP. Lors de la conférence de Madrid, Hamas était très marginalisé. Au lendemain des déportations de décembre, il devenait une force primordiale dans les territoires occupés. Son avancée est directement liée non pas à l'affaiblissement du sentiment national, mais à la traduction politique de celui-ci par l'OLP et les partis nationalistes. Hamas donne l'apparence

d'une alternative aux échecs de l'OLP.

ML : *Comment l'opinion publique israélienne a-t-elle évolué depuis le début du soulèvement ?*

M. W. : Un des effets de celui-ci a été précisément de remettre en cause le statu quo, le consensus n'accordant aucune urgence face à la question palestinienne. [...] Si, en 1987, l'unanimité disait : on peut continuer comme ça indéfiniment. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. Le sentiment majoritaire est qu'on ne peut gérer un million de Palestiniens, avec en arrière-fond le rêve d'un départ, de la disparition de ces Palestiniens, partagés par une partie substantielle du mouvement de la paix israélien. [...] S'ils disparaissaient, il n'y aurait plus problème, pour la majorité des Israéliens, des sionistes. Les Palestiniens sont considérés non pas comme une réalité mais comme un problème. D'où l'étendue du débat entre ceux prêts à faire quelque chose de concret, qui ne sont plus marginaux, et prônent une politique offensive de transfert pour réaliser ce « rêve » et ceux qui, au contraire, disent : c'est un rêve, c'est dommage, mais il ne deviendra jamais réalité. Il faut trouver une autre solution. Avec le même objectif : se débarrasser des Palestiniens. La majorité de la population israélienne tient un double discours : accentuer la répression et refuser tout compromis pour se débarrasser du problème ; et en même temps, puisque c'est inefficace, octroyer leur propre Etat, au moins l'autonomie, aux Palestiniens. Si nous avions un gouvernement courageux, il pourrait gagner un soutien massif même à l'idée d'un

La majorité soutient les négociations

Etat palestinien. Les Israéliens ont la volonté d'en finir avec la présence des Palestiniens dans leur quotidien. Les soucis qui s'y greffent dans l'armée, l'opinion, les pressions internationales potentielles, tout cela donnerait une majorité écrasante à une politique ferme d'autonomie des territoires. L'obstacle majeur, c'est ce gouvernement qui suit ce qu'il pense être l'opinion publique et tente un compromis avec les Palestiniens sans faire aucune concession substantielle. Rabin, contrairement à ce qu'on a essayé de nous vendre pendant la campagne électorale, n'est pas de Gaulle face à l'Algérie. Ce serait plutôt Amin Dada, sortant son revolver, déportant les gens, bouclant les territoires. Il ne prépare en rien la population israélienne à une politique cohérente.

ML : *Les colons et l'aile d'extrême droite peuvent-ils devenir minoritaires ?*

M. W. : Effectivement, avec une politique ferme, ils seraient marginaux et considérés comme des gêneurs. Or, le gouvernement tente de les ménager. Leur opposition à toute forme de compromis est légitimée, leurs rangs renforcés.

ML : *Que pensez-vous des négociations en cours à Washington ?*

M. W. : En acceptant la formule de Madrid, l'ultimatum de James Baker, l'OLP a énormément réduit sa marge de manœuvre. Un compromis est possible. Mais les hausses de ton de la délégation sur des points particuliers, alors qu'elle s'est pliée à la formule, sont, à mes yeux, pathétiques. A leur place, j'essayerais d'en finir au plus vite avec cette phase pour aborder l'étape ultérieure, au lieu de rechigner sur les détails d'une autonomie déjà contraire à ce qu'elle voulait.

ML : *Que recouvre ce statut proposé par Israël ?*

M. W. : Il s'agit de faire gérer la vie quotidienne par les Palestiniens eux-mêmes, y compris une force de police, l'essentiel du contrôle, des ressources naturelles, de l'eau, des frontières, resterait aux mains des Israéliens. On aboutirait de plus à une atomisation de la société en quatre unités géographiques séparées, ce que l'on voit actuellement avec la fermeture des territoires. Le grand problème qu'elle crée, c'est d'empêcher toute vie sociale, économique ou politique palestinienne. Les différentes régions seront coupées les unes des autres et les colonies auront un statut d'extraterritorialité.

ML : *Quelle est, selon vous, la position des Palestiniens sur ce processus ?*

M. W. : La majorité soutient les négociations, mais sans illusion. On observe également un double discours : on est contre mais on espère quand même. La volonté de changer le cours des événements est essentielle. D'abord les Palestiniens sont dans l'attente de meilleures conditions de vie quotidienne. Ensuite il s'agit peut-être d'ouvrir une nouvelle dynamique à ces négociations.

ML : *Et si ce statut d'autonomie était voté, l'opposition de certains Palestiniens n'aboutirait-elle pas à un conflit interne ?*

M. W. : Tout dépend du contenu des négociations. Si, dans leur quotidien, les Palestiniens perçoivent des changements concrets, le soutien sera très large. Mais même si le drapeau palestinien flotte partout, si les conditions dans les domaines de la santé et de l'éducation restent inchangées, alors les déceptions provoqueront des divisions profondes.

Propos recueillis
par Agnès Pavlowsky

ESPAGNE

Autodéfense — A Saragosse, depuis quelques mois, des jeunes se sont réunis en groupes d'autodéfense contre les skinheads. Le 6 mars, une soixantaine d'antifascistes se sont retrouvés au parc Pignatelli et y ont corrigé trois nazis. La police est intervenue pour disperser les manifestants, qui s'éparpillèrent dans le quartier de Moncasi. La police a bouclé le secteur et a arrêté toute personne suspecte. Dix arrestations au bout du compte, et l'un des incarcérés, âgé de quinze ans, a été frappé par les flics lors de sa nuit passée au poste. Pourquoi les flics sont-ils moins virulents contre les fascistes ?

Marche contre le chômage — Du 24 juin au 3 juillet, en dix étapes, des chômeurs de toute l'Espagne vont parcourir les 400 kilomètres qui séparent Valence de Madrid. Cette marche est organisée par la Coordination étatique de lutte contre le chômage et la pauvreté, qui regroupe des collectifs de chômeurs et chômeuses de tout le pays. Des actions diverses auront lieu dans les villes traversées, et la dernière étape se finira par un concert à Madrid.

Informations extraites
du fanzine *El Acorator* n° 29
(Saragosse)

Les nazis ont encore tué — Un membre du groupe de skins antifascistes SHARP de Valence, Guillem de Burjasot, a été assassiné par un néo-nazi, membre du groupe Action radicale, lors du week-end des 10 et 11 avril.

La police n'a pas levé le petit doigt pour retrouver le meurtrier. Jusqu'à ce que celui-ci se présente dans un commissariat d'Alicante, disant qu'il avait voulu fuir en apprenant la mort de Guillem, mais que finalement il préférerait se livrer à la police.

Les médias ont présenté la mort du militant de l'Assemblée antifasciste de Valence comme un simple affrontement entre bandes rivales. Cela n'a pas empêché ladite assemblée d'appeler à une manifestation pour le vendredi 16 avril. Les 3 000 personnes rassemblées se sont rendues devant les locaux de l'Action radicale et du Front national, qui se sont vus lapidés.

Information extraite
du bulletin ANA n° 171 (Barcelone)

Manifestation antifasciste à Barcelone — Le vendredi 7 mai, la Plateforme antifasciste a rassemblé 350 personnes lors d'une manifestation qui s'est terminée devant les locaux du Centre européen des amis de l'Europe (CEDADE), un important centre de diffusion fasciste et nazi. Des vitrines des locaux, situés au 12, rue Séneca, ont volé en éclats, sous les pierres jetées par les manifestants. La police est intervenue trop tard pour empêcher quoi que ce soit. Elle arrêta cependant une cinquantaine de personnes la nuit suivante, en bouclant le quartier où avait eu lieu la manifestation.

Information extraite
du bulletin ANA n° 172 (Barcelone)

Camping syndicaliste en Suède

Des membres de la SAC (confédération anarcho-syndicaliste) organisent un camping du 3 au 10 juillet, durant lequel se dérouleront débats et excursions. Ce camping aura lieu au Centre de conférences de Nobynäs, pour 1000 F environ. Pour s'inscrire, écrivez à Nobynäs Kursgård, S - 578 91 Aneby (Suède). Téléphone : (46) 140.20285.

Extrait de SAC-Newsletter - mai 1993

BANDE DESSINÉE

« Lucien le retour »
Margerin
Humanoïdes Associés

Six nouvelles par le maître des « gros nez ». Toujours le même humour vache pour nous raconter les aventures de nos banlieues : concentration de motos, enquête sur la télévision dans un HLM, bouffe à l'appartement en compagnie de copains envahissants, match de foot amateur le dimanche matin. Lucien collectionne les plans galère pour notre plus grand plaisir.

« La Fille aux Ibis »
Lax et Giroud
Dupuis

Décembre 1989. Professeur de littérature, cultivant trop le goût pour la liberté, Stoian Mirtzu, 35 ans, est enfin libéré des geôles de la dictature roumaine où l'a plongé une sombre machination. Durant son internement, seul le souvenir du baiser de Rodica, l'une de ses anciennes élèves, le racroche à la vie. A sa sortie de prison, Stoian découvre sur un timbre-poste le portrait de Rodica, elle y représente « la Fille aux Ibis », symbole de la résistance roumaine. Stoian part à sa recherche et remonte une singulière filière. Quand éclate l'insurrection de Bucarest, il la retrouve sur un îlot du Danube où elle s'est réfugiée, laissant derrière elle le cadavre d'un agent de la Securitate qui fut son redoutable manipulateur.

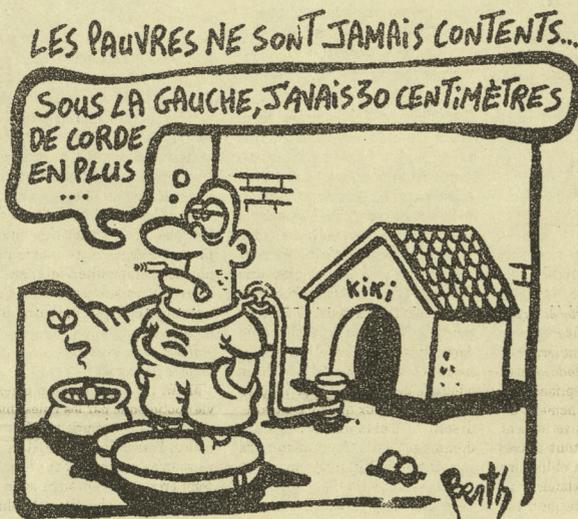
Alain Nicol

L'actualité
du mois
en dessins
avec Berth
& Mary

Prochain rendez-vous
le jeudi 7 octobre



HB... Neuilly-sur-Seine :
Attention école !



Plan Ballardur
pour l'emploi

TÉMOIGNAGE

« Marie et François Mayoux
instituteurs pacifistes et syndicalistes »
mémoires de François Mayoux - éditions Canope

LA LECTURE de l'autobiographie du couple Mayoux (1), avec en prime une introduction de Daniel Guérin et une postface enthousiaste de l'historienne Madeleine Rebérioux, publiée aux éditions Canope (20, boulevard Gambetta, 63400 Chamalières), peut remettre du baume au cœur aux différents militants anarchistes, anarcho-syndicalistes et pacifistes à la recherche d'un nouveau souffle. (Bien entendu à ceux qui prennent le temps de la lire.) Cet ouvrage, fort documenté, retrace la vie militante d'un couple d'instituteurs du début du siècle jusqu'en 1937. Ces inconditionnels d'un syndicalisme révolutionnaire autonome, libéraires d'esprit, traversent les différentes crises de l'histoire du mouvement ouvrier français de 1902 à 1937. Une SFIO à la recherche d'une clientèle électorale, la minorité pacifiste

pendant la Première Guerre mondiale et la répression qui s'en suivit, la mainmise du mouvement ouvrier français (notamment syndical) par les sbires de Moscou sont les thèmes majeurs des mémoires de François Mayoux. Les anecdotes croustillantes, successives, arrivent à faire passer les autojustifications, un peu trop présentes, du couple Mayoux.

Néanmoins, ce témoignage est bien un constat d'échec, même si « leur conscience a toujours été tranquille ». Le combat acharné pour un syndicalisme révolutionnaire autonome n'empêche pas la dérive guerrière de la CGT entre 1914 et 1918 et le travail de sappe mené par Lénine et Trotsky, les précurseurs du stalinisme, pour « bolcheviser » les syndicats. Il est à regretter que des Mayoux, des Besnard, des Borghi, des Broutchoux, des Sébastien Faure, des Lecoïn, des

Lepetit, des Louvet, des Voline ne se comptaient pas par milliers.

Les grandes figures du dictionnaire Maitron telles que Jouhaux, Merheim, Monatte, Trotsky ne sont pas épargnées. Même Lecoïn est égratigné. Le cher Lecoïn est représenté comme le responsable de la censure anarchiste au sein du *Libertaire*, et Sébastien Faure donna raison à François Mayoux. Ainsi, l'honneur du mouvement libéraire est sauf.

Malgré les échecs, ce couple ne désarme pas et reprend la lutte de plus belle jusqu'à leur retraite. Ces deux personnages excentriques sont de plus en plus attachants au fil des pages. La police est plus particulièrement préoccupée par les activités de Marie, car celle-ci ne pouvait pas imaginer qu'une femme puisse être syndicaliste-révolutionnaire, pacifiste et mère.

Leur vie consacrée à préserver l'autonomie des syndicats est poursuivie par la CNT-AIT qui a le souci des rester fidèle à ses principes anarcho-syndicalistes dans une perspective révolutionnaire.

Le mouvement anarchiste apparaît souvent dans l'autobiographie. Toutes les facettes y sont décrites. Ce témoignage a le mérite d'être toujours d'actualité et de refaire prendre conscience à tous les compagnons qui luttent dans les différents mouvements libéraires de rester fidèles aux grands principes de notre idéal et d'avoir leur conscience toujours tranquille.

Roger Paltroquet

(1) Marie et François Mayoux, instituteurs pacifistes et syndicalistes, mémoires de François Mayoux, éditions Canope. Prix : 195 F (port non compris). En vente à la librairie du Monde Libéraire.

COMMUNIQUÉ

Souscription

pour « La Plume Noire »

« La Plume Noire », librairie des groupes de la Fédération anarchiste de la région Rhône-Alpes, existe déjà depuis quatre ans (ah ! ma bonne dame, comme le temps passe vite...).

Malheureusement, un nouveau propriétaire grippe-sous (pléonasme) vient de nous signifier, par voie d'huisier s'il vous plaît, que nous devrions avoir quitté notre *sweet home* le 31 décembre 1993, suite au non-renouvellement de notre bail.

Lieu de diffusion de nos idées et de débats, la librairie nous est un outil indispensable.

Comme dirait l'autre, il faudra donc tout mettre en œuvre pour qu'elle vive et se développe. Si nous restons en capacité d'assurer un loyer, les frais d'entrée dans un nouveau local nous posent, n'ayons pas peur de le dire, un réel problème. C'est, en effet, entre 15 et 20 000 F qu'il va nous falloir trouver pour les frais d'agence, la caution, les loyers d'avance et les travaux... Voilà pourquoi nous devons compter sur la solidarité de tous les lecteurs et toutes les lectrices du *Monde libéraire*.

A bientôt, peut-être, dans un nouveau local encore plus beau et plus attrayant que le précédent !

Je souscris à « La Plume Noire » pour la somme de : F.
Par chèque Par mandat
Chèque à l'ordre de « La Plume Noire », 15, rue Rivet, 69001 Lyon. Pour tout renseignement complémentaire : tél. (16) 72.00.94.10. Heures d'ouverture : du mercredi au samedi de 15 h à 19 h.

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :

RENDEZ-VOUS

BREST
Le groupe Les Temps Nouveaux de la FA, en collaboration avec la Coordination des lycéens et étudiants anarchistes, tient une permanence chaque samedi de 17 h à 18 h 30 au 2, rue Saint-Malo. Pour tout contact épistolaire : CEL/CLEA, BP 728, 29200 Brest cedex.

VAUJOURS (SEINE-SAINT-DENIS)
Deuxième pique-nique de l'Union régionale parisienne de la FA. Invitation lancée à tous les adhérents et sympathisants. C'est l'occasion de mieux se connaître, autour d'un repas que chacun apporte, avec sa bonne humeur. Dimanche 13 juin, au parc forestier de la Poudrière à Vaujours, le long du canal de l'Ourcq. Rendez-vous au kiosque situé près du boulo-drome, à partir de 12 h.
Accès : RER B, direction Mitry-Claye, station du Vert-Galant ; RN 3, direction Meaux, sortir à Vaujours-Caubron. Le parc est à 700 mètres, à Vaujours (suivre les flèches).

L'EXTRÊME DROITE A DÉCOUVERT

Les enfants d'Hitler

LES SUCCÈS ÉLECTORAUX de l'extrême droite et les exactions de ses plus chauds partisans expliquent le nombre de livres qui, ces temps-ci, lui sont consacrés. Citons-en quelques-uns. De valeurs inégales, ils nous ont toutefois semblé présenter le sujet avec originalité.

Gerald L. Posner s'est attaché à retrouver la trace de quelques-uns des enfants des dignitaires nazis et les a interviewés (1). Son livre, *Les Enfants d'Hitler*, rappelle donc celui de Peter Sichrovsky, *Naître victime, naître coupable* (Maren Sell éditeur), mais ici l'analyse est malheureusement très sommaire, et c'est le plus gros reproche à formuler. Gerald L. Posner donne par exemple la parole au fils de Rudolf Hess, Wolf, lequel poursuit le combat politique de son père. « Il s'efforce non seulement de contester les bases sur lesquelles repose l'inculpation de son père, mais aussi de faire apparaître des vérités sur les deux guerres mondiales, ainsi que de souligner les aspects les plus inhumains des cinquante années de captivité que son père a subies », écrit malencontreusement Gerald L. Posner. Parfois, pourtant, celui-ci montre, mais bien trop timidement, combien fut grande la responsabilité de Goering, Mengele, Dönitz et quelques autres nazis. Malgré tout, l'impression qui subsiste à la lecture de ce livre, de sa douzaine d'interviews, est que les Alliés ont monté à Nuremberg un procès inique.

RENDEZ-VOUS

LORIENT
Le groupe Francisco-Ferrer de Lorient organise une conférence-débat sur le thème : « L'ex-URSS, quel avenir ? », avec Alexandre Skirda, le mardi 15 juin, à 20 h 30, à la cité Allende.

NANTES
Retrouvez le groupe Milly-Witkop de la FA et FOCL-Nantes le mardi 22 juin entre 19 h 35 et 20 h 30 dans le cadre du « Magazine Libéraire » sur les ondes de Radio Alternantes (91 et 98.1 FM).
Au sommaire de ces deux émissions : l'actualité, un dossier « Féminisme et l'ordre moral » et l'interview d'un membre de la revue *Noir et Rouge*.
Pour contacter le groupe Milly-Witkop, écrivez au « Magazine Libéraire », Alternantes FM, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

TOULOUSE
Le groupe Albert-Camus de la FA tient deux permanences chaque semaine, le jeudi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 18 h à l'Athénée Albert-Camus, 39, rue Peyrolières.

VIRE (CALVADOS)
Une liaison FA s'est constituée sur Vire. Pour la contacter, écrivez aux Relations Intérieures (145, rue Amclot, 75011 Paris), qui transmettront.

Heureusement que certains enfants (bien évidemment aujourd'hui des adultes) refusent de toutes leurs forces l'héritage paternel, à l'instar de Niklas Frank, le plus virulent à l'encontre du nazisme, de la fille de Max Drexel, qui fut un officier nazi « de base », pourrait-on dire. « Incapable d'accorder l'image d'un père gentil avec celle d'un criminel », elle a préféré rompre avec lui et élever ses propres enfants « dans une atmosphère ouverte et libérale ». La pédagogie au service de la fraternité : sans doute est-ce, effectivement, une excellente arme contre le totalitarisme.

La France aux Français, titre de l'« histoire des haines nationalistes » que nous présente Pierre Birnbaum (2), est aussi un vieux slogan (on le retrouve déjà dans *La Belle France* du très ambigu Darien !) que les nationalistes ressortent chaque fois qu'ils sont en mal d'imagination. « La guerre des deux France », comme le souligne l'auteur (les membres du Front national parleront, eux, de guerre entre « cosmopolites » et « nationalistes »), a perdu aujourd'hui, sauf exception, sa dimension passionnelle et ses lointains échos paraissent peu à peu s'assourdir même si, sous l'aiguillon d'une mobilisation lepéniste ambitieuse [...], les bruits d'autrefois retentissent à nouveau aux quatre coins de l'Hexagone... »

Le danger totalitaire est néanmoins bien réel, et les exemples que fournit Pierre Birnbaum convaincront les lecteurs. Edouard Drumont comme Jean-

« "La France aux Français" est aussi un vieux slogan que les nationalistes ressortent chaque fois qu'ils sont en mal d'imagination... »

Marie Le Pen, Charles Maurras comme Marcel (dit Monseigneur) Lefebvre, tous ont défendu l'idée selon laquelle la France, « fille aînée de l'Eglise », serait menacée dans son « identité chrétienne » et que cela est très grave. Un livre passionnant, fourmillant de références, qui permet de replacer le renouveau nationaliste, en France, dans un contexte historique remontant à la Révolution. On ne peut qu'approuver l'auteur lorsqu'il dénonce la collusion perceptible de nos jours entre l'extrême droite et une certaine gauche à propos, notamment, de l'immigration.

Le Front national a pour habitude de dénoncer ce qu'il appelle l'« establishment », c'est-à-dire les « gros », ceux qui détiennent argent et pouvoir, et qui, dans son discours, sont souvent implicitement désignés comme « Juifs ». Pourtant, l'argent, le FN ne crache pas dessus et n'hésite pas à entretenir de très nombreuses relations avec des banquiers, des industriels, voire des

proxénètes, pour s'en procurer. Dans *Le Front national, l'argent et l'establishment* (3), Blandine Hennion observe les relations de Jean-Marie Le Pen et de son parti au sein du monde des finances, sans oublier le rôle des divers « cercles » socio-professionnels qui se situent dans l'orbite du FN.

« Désolé, mais ce Céline seul ne parviendra pas à faire oublier le Céline en chemise brune de Kaminski. »

« Les patrons semblent résister plutôt moins que la moyenne nationale à certaines des idées les plus haineuses du Front national [...] », relève Blandine Hennion. *L'élite économique et financière du pays, dont le métier les oblige pourtant à jongler avec les chiffres et les ratios, ne considère pas comme rédhitoires les aberrations du programme économique du Front national. Jean-Marie Le Pen reste un homme politique respectable, même si la discrétion sur ses relations est de rigueur.* » Un livre parfaitement documenté (avec, en plein milieu, trois pages blanches : pour prévenir un probable procès ?), où l'on voit que l'ordre et l'argent font très bon ménage...

En revanche, l'essai de Stéphane Zagdanski, *Céline seul* (4), est à lire avec beaucoup de circonspection (cf. « Céline anarchiste ? », ML n° 914, p. 2). Circonspection, en effet, car l'auteur, sans nier l'antisémitisme du docteur Destouches le relativise d'emblée. Toutes sortes de choses ont déjà été écrites à ce sujet, note-t-il ainsi : « bonne et mauvaises, mauvaise le plus souvent, autant dire n'ayant rien à faire avec la littérature, laquelle devrait intéresser exclusivement un cénitien digne de ce nom. » Ben voyons ! Stéphane Zagdanski retient le style, la « portée substantiellement littéraire des pamphlets de Céline » (sic), et laisse ses idées au vestiaire. Bien que pressenti par deux fois, sous l'Occupation, pour prendre la direction du Commissariat aux Questions juives (mais à ce poste, seront nommé Xavier Vallat et Louis Darquier de Pellepoix), Céline deviendrait-il donc fréquentable ? Stéphane Zagdanski brode sur son génie et se gausse de ces ignares (c'est sous-entendu) qui, le critiquant, seraient en fait coupables de ne pas le comprendre. Il se livre à des exercices d'interprétation qui tiennent de la haute voltige, sinon d'une énième tentative de « révisionnisme », allant jusqu'à affirmer que le rapport de l'auteur de *Bagatelles pour un massacre* face à la « question » juive était, accrochez-vous, non point contre, mais face à face. Face à la Bible et surtout face à Proust. Faut-il lire Céline au second degré ? Mais alors, pourquoi jeter la pierre à Brasillach, à Rebatet et à

quelques autres ordures de cet acabit ? Parce qu'ils n'avaient pas le supposé talent de l'expert en points d'exclamation et de suspension ? Désolé, mais ce Céline seul ne parviendra pas à faire oublier le Céline en chemise brune de Kaminski ou le chapitre que lui consacre Pierre Birnbaum, « Céline, un autre Drumont », dans l'ouvrage précédemment mentionné. « Céline proclame haut et fort son racisme et en accepte d'emblée les conséquences extrêmes, en termes d'expulsion, de disparition, d'éradiation », peut-on y lire.

La Flandre belge a toujours été une terre d'élection pour les extrémistes de droite. Le succès du Vlaams Blok, à l'automne 1991 (un électeur sur quatre à Anvers !) n'a pas été une surprise pour ceux qui, à l'instar d'Hugo Gijssels et de Jos Vander Velpen, suivent l'évolution des héritiers du national-socialisme. Dans *Le Chagrin des Flamands* (5), les deux auteurs retracent la naissance et les progrès de ce parti. Issu en droite ligne des mouvements nazis et collaborationnistes de la Seconde Guerre mondiale, le Vlaams Blok (ou plus familièrement le Blok) a pour président Karel Dillen. Adolescent en 1940, celui-ci se souviendra en ces termes de l'invasion de la Belgique par les soldats de Hitler : « Pour nous, c'était comme si les vacances commençaient prématurément ! Sordides vacances, en fait, au cours desquelles Juifs et résistants seront inlassablement pourchassés et massacrés... Les idées que Dillen prône, on ne s'en étonnera pas, sont à l'avenant : anticommunisme forcené, racisme, défense fanatique, comme ironise Johan Anthierens dans la préface, d'une « Flandre propre », et « carte postale », « où toutes les filles ont les cheveux tressés, un chapelet et des chaussettes blanches ». Ajoutons encore que Dillen se fait volontiers l'apologiste des volontaires du Front de l'Est, et qu'il a entamé d'innombrables plaidoyers pour une amnistie des anciens collaborateurs emprisonnés ou en exil. Pourtant,

« La plupart des parlementaires élus, en 1991, sur la liste du Vlaams Blok, ont été responsables d'actes terroristes... »

longtemps les autorités belges ont manifesté une déconcertante bienveillance en sa faveur et ont raté plusieurs fois l'occasion d'empêcher la renaissance de l'extrémisme de droite en Flandre.

La plupart des parlementaires élus en 1991, sur la liste du Vlaams Blok, ont été responsables d'actes terroristes ou de divers délits racistes. D'autres (ou parfois les mêmes) ont adhéré durant la Seconde Guerre aux Jeunesses hitlériennes ou à des

organisations similaires. Les biographies que comporte ce livre sont édifiantes. Pour un parti qui décline son souci de l'ordre à la moindre occasion, cela fait plutôt mauvaise impression !

Enfin, conscients que vous êtes du danger représenté aujourd'hui par l'implantation de l'extrême droite dans la société, vous ne manquerez pas de lire les revues qui lui sont consacrées. Parce que l'on ne combat bien que ce que l'on connaît bien, comme l'écrivait la revue *Article 31*. Précitez-vous donc sur les derniers numéros de *Réflexes*, de *Celsius* et de *Ras l'Front* (6). Animé par les signataires de l'Appel des 250, *Ras l'Front* vient d'ailleurs de publier le second numéro des *Cahiers de l'université antifasciste* (7), qui prend pour cible « Le Front national et la société française », et comprend des articles de Guy Birenbaum et Nonna Mayer.

Thierry Maricourt

- (1) Gerald L. Posner, *Les Enfants d'Hitler*, Albin Michel, 140 F.
(2) Pierre Birnbaum, *La France aux Français*, Le Seuil, 140 F.
(3) Blandine Hennion, *Le Front national, l'argent et l'establishment*, La Découverte, 140 F.
(4) Stéphane Zagdanski, *Céline seul*, Gallimard, 80 F.
(5) Hugo Gijssels et Jos Vander Velpen, *Le Chagrin des Flamands* (préface de Johan Anthierens ; paru initialement en néerlandais en 1989), EPO, 120 F.
(6) *Réflexes*, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris ; *Celsius*, BP 49, 75865 Paris cedex 18.
(7) *Les Cahiers de l'université antifasciste*, n° 3 : « Le Front national et la société française ». Prix : 40 F (port compris), en écrivant à Philippe Crottet, BP 87, 75561 Paris cedex 12.

SOMMAIRE

- PAGE 1 : Un plan pour l'emploi contre les travailleurs, « Immigration zéro ».
PAGE 2 : Danger... police !
PAGE 3 : « ...un jour pour faire péter les bouchons ! », Eric Pétetin de nouveau incarcéré, Justice fantôme.
PAGE 4 : La FA et les anarchistes sur Bordeaux, « On a fait ! », Contacts libertaires sur Bordeaux.
PAGE 5 : Appel du « 18 Joint », Radio Libéraire 14 - 27 juin « Cannabis : ouvrons le débat », Programme de la Journée internationale d'information sur le cannabis, Associations.
PAGE 6 : Brèves espagnoles.
PAGE 7 : L'actualité du mois en dessins, Bande dessinée, « Marie et François Mayoux, instituteurs pacifistes et syndicalistes », Infos FA.
PAGE 8 : Les enfants d'Hitler, Infos FA.